

Formulaire d'avis de suspension des services d'aqueduc ou d'égout

Numéro de l'avis

Date de l'avis

Avis de suspension des services d'aqueduc ou d'égout

Nom du système d'aqueduc ou d'égout :

1. Identification du responsable du système

Nom :	
Adresse :	
Ville/province :	
Code postal :	
Téléphone :	
Télécopieur :	
Adresse courriel :	

2. Identification du propriétaire desservi par le système

Nom :	
Adresse :	
Ville/province :	
Code postal :	
Téléphone :	
Adresse courriel :	

3. Identification du lieu desservi par le système

Adresse :	
Ville :	
Code postal :	

Le présent avis a pour but de vous informer qu'en conformité avec l'article 5 du Règlement sur les aqueducs et égouts privés, vos services d'aqueduc ou d'égout seront suspendus **dans 30 jours**, à moins que le ou les motifs suivants n'aient disparu dans ce délai :

Motifs de la suspension :

<input type="checkbox"/>	Avoir fait défaut de payer le taux en vigueur
<input type="checkbox"/>	Avoir laissé ses installations se détériorer ou avoir nui à leur entretien
<input type="checkbox"/>	Avoir fait un usage du système susceptible d'en compromettre le service
<input type="checkbox"/>	Avoir nui au service de quelque autre façon

Formulaire d'avis de suspension des services d'aqueduc ou d'égout

Explications :

Une fois la suspension en vigueur, les services pourront être rétablis si le ou les motifs de suspension décrits ci-dessus disparaissent.

Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec le responsable dont les coordonnées apparaissent plus haut dans cet avis.

Pour plus d'information sur les dispositions de ce règlement, vous pouvez consulter le site Web du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques disponible à l'adresse suivante :

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/potable/raep/index.htm>

Signature du responsable

Règlement sur les aqueducs et égouts privés

Résumé des obligations du responsable et des droits des personnes desservies

Obligations	Responsable	Personne desservie	Droits
	<ul style="list-style-type: none"> • Tenir son système d'aqueduc ou d'égout en bon état de fonctionnement et assurer un service continu • Transmettre chaque année un nouvel avis de perception de taux aux personnes desservies, basé sur les dépenses de l'année précédente • Communiquer avec la personne desservie dans les dix jours suivant la réception de l'avis de refus pour tenter d'en arriver à une entente • Fournir les informations demandées par la personne desservie dans l'avis de refus • Transmettre un avis à la personne desservie avant de suspendre le service pour lui laisser la chance de faire disparaître le motif de suspension • Continuer à fournir le service si la personne desservie fait disparaître le motif à l'intérieur du délai de 30 jours • En cas de suspension de service, le rétablir aussitôt que la personne desservie fait disparaître le motif de suspension • Aviser la municipalité et le Ministère si le service d'égout d'une personne desservie est suspendu ou coupé • Transmettre un avis d'interruption de service aux personnes desservies au moins dix jours avant de l'interrompre, sauf en cas d'urgence • Informer les personnes desservies le plus rapidement possible si une interruption urgente du service est nécessaire • Mettre en place des mesures pour assurer la salubrité des lieux pendant l'interruption du service • Mettre en place des services alternatifs si l'interruption se prolonge au-delà du premier jour • Envoyer un renouvellement de l'avis si l'interruption se prolonge au-delà de la période initialement prévue • Envoyer les avis par écrit par un moyen permettant d'en prouver la réception • Conserver une copie des avis envoyés et reçus ainsi que leurs preuves de réception et les transmettre au ministre à sa demande 	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquer avec le Ministère pour se plaindre de la qualité du service ou pour dénoncer une situation jugée abusive • Contester le taux demandé par le responsable si des éléments présentés semblent inappropriés • Demander au responsable de lui fournir des informations sur le calcul du taux, notamment le détail des dépenses engagées ou les pièces justificatives sur la base desquelles le calcul a été fait • Demander au Ministère d'enquêter pour fixer le taux s'il n'y a pas d'entente sur le nouveau taux avec le responsable • Obtenir un délai de 30 jours pour faire disparaître le motif de suspension • Éviter la suspension si le motif disparaît dans le délai de 30 jours • Voir son service rétabli dès que le motif de suspension disparaît • Recevoir un avis d'interruption de service lui permettant de se préparer • Être informé rapidement en cas d'interruption d'urgence • Avoir accès à des services alternatifs si l'interruption se prolonge au-delà du premier jour • Être avisé si les travaux se prolongent au-delà de la période initialement prévue 	

Règlement sur les aqueducs et égouts privés

Résumé des obligations des personnes desservies et des droits du responsable

	Personne desservie	Responsable	
Obligations	<ul style="list-style-type: none">• Payer le taux en vigueur, même en cas de contestation du nouveau taux• Faire un usage raisonnable du système d'aqueduc ou d'égout• Ne pas nuire au service• Ne pas laisser ses installations se détériorer• Ne pas nuire à l'entretien du système• Obtenir l'approbation écrite du responsable avant de se brancher sur son système• Fournir les informations requises lors d'une demande d'enquête• Envoyer les avis par écrit par un moyen permettant d'en prouver la réception• Conserver une copie des avis envoyés et reçus ainsi que leurs preuves de réception et les transmettre au ministre, à sa demande	<ul style="list-style-type: none">• Percevoir un taux des personnes desservies pour l'utilisation du système d'aqueduc ou d'égout• Continuer de percevoir le taux en vigueur en cas de contestation du nouveau taux• Suspendre le service si la personne desservie ne respecte pas ses obligations• Interrompre le service en raison de travaux de réparation, d'entretien ou d'amélioration d'un système d'aqueduc ou d'égout• Couper le service à toute personne qui s'est branchée à son système sans son autorisation écrite	Droits